

La voix de l'Opposition de gauche

Dissolution politique.

23 août 2012

Jusqu'à preuve du contraire la "*souveraineté de l'Etat et du peuple*" se confond avec la domination de classe des capitalistes sur le plan économique et politique, puisque aucun parti institutionnel ne représente plus les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière au parlement et aucun parti ouvrier se réclamant du socialisme n'est en mesure de faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale ni même d'y avoir un seul élu, ce qui d'ailleurs ne servirait strictement à rien sinon à démontrer son attachement aux institutions au lieu de combattre pour les renverser.

On ne peut pas aborder la question de la souveraineté de l'Etat sans aborder sa nature sociale, sans se poser la question de savoir pour quelle classe il a été conçu, quelle classe détient le pouvoir. Et quand on aborde la question de la souveraineté du peuple, il faut préciser dans quel contexte on la pose et à quelle classe elle profite, quelle classe en a conscience, peu importe qu'elle soit minoritaire ou majoritaire dans la société ou au sein des rapports sociaux de production. Si on ne prend pas cette précaution on pourra se méprendre ou faire une terrible confusion, en défendant la souveraineté de l'Etat et du peuple, en réalité on soutiendra la classe dominante ou le régime en place. Telle fut l'orientation politique qui caractérisa la bataille pour le non au référendum du 29 mai 2005.

On ne s'étonnera pas ensuite qu'elle ait eu une valeur éducative quasiment nulle pour le prolétariat, dans ces conditions il ne pouvait pas en être autrement. Que sept ans plus tard, les auteurs de cette orientation politique remettent le couvert sans succès cette fois n'a rien d'étonnant, puisque les masses n'ont tiré aucun enseignement de l'expérience précédente. Certains rejeteront cette analyse, alors allons plus loin. Mieux encore, deux ans plus tard en prime, Sarkozy fut élu président de la République. Et la première chose qu'il fit, fut d'annuler le résultat du référendum de 2005 sans que les masses ne se soulèvent contre ce déni de démocratie.

Dans son dernier éditorial, D. Gluckstein s'est livré à une démonstration chaotique, dans laquelle il s'est employé à opposer le pouvoir illégitime du président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires qui représenteraient la souveraineté de l'Etat et du peuple, entendez par là qui seraient légitimes pour représenter les intérêts de la classe ouvrière. En réalité, ces parlementaires inféodés à la classe des capitalistes ultra minoritaire dans la société, détiennent le pouvoir politique et ne peuvent revendiquer leur légitimité que des institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République.

On pourrait ajouter que leur légitimité repose uniquement sur l'ignorance des masses à la fois du fonctionnement de la société capitaliste et des intentions réelles de ces élus. Dans ces conditions, leur attribuer une légitimité relève d'un tour de passe-passe qui revient à en dénaturer l'esprit ou à procéder à un amalgame ou encore à placer sur un pied d'égalité une légitimité frauduleuse reposant sur l'absence de conscience de classe de la majorité de la population, et une légitimité fondée sur une prise de conscience des intérêts de classe de la majorité.

Du point de vue des intérêts collectifs des exploités, désolé monsieur Gluckstein, les institutions de la Ve République ne sont pas plus légitimes que la BCE ou l'UE ou le FMI, les opposer pour

finalement privilégier les unes aux autres sous prétextes qu'elles seraient légitimes, revient à jeter les travailleurs dans les bras des institutions de la Ve République. Sur le plan du développement historique, les classes, l'Etat, les institutions sont apparus à un moment précis du développement des forces productives à l'échelle mondiale, de la même manière qu'ils sont appelés à disparaître céder la place à un autre Etat et d'autres organes de pouvoir afin de libérer ces forces productives, de nouvelles classes ne pouvant pas apparaître puisque le prolétariat n'en a pas engendré depuis qu'il a vu le jour il y a plus de trois siècles ou deux siècles si l'on prend comme référence le moment où la bourgeoisie accéda au pouvoir.

Si les institutions de la Ve République avaient une quelconque légitimité, alors il faudrait en tirer la conclusion qu'elles l'auraient également pour libérer les forces productives du mode de production capitaliste qui les étouffe, autrement dit le capitalisme aurait en charge de réaliser le socialisme.

Autant dire qu'il ne parviendra pas à nous entraîner sur ce terrain-là.

Dès lors, se servir du rejet du TSCG en orientant notre combat contre les institutions de la Ve République dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe prend toute sa signification, il s'inscrit dans la perspective de la lutte pour le pouvoir qui est à l'ordre du jour de la lutte de classe à très courte échéance maintenant, c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Espagne.

L'heure n'est pas en Espagne à légitimer les institutions héritées du franquisme pour se protéger de je ne sais quelle horrible catastrophe au détriment des institutions européenne, les Espagnols l'ont payé assez cher en 1936, l'heure est au contraire au combat pour les liquider, pour forger les organes politiques indépendants de classe qui constitueront les piliers d'un nouvel Etat, une République sociale et démocratique. Cette ligne politique et ces tâches concernent l'ensemble du prolétariat européen, à des degrés divers, la situation en Grèce ne pouvant pas être comparée avec ce qui existe en Allemagne par exemple.

Gluckstein ne croit même pas ce qu'il écrit ou alors il ne sait plus très bien où il en est, à mon avis les deux à fois en commençant par la seconde version. Sa démonstration finit en eau de boudin.

Une "*mobilisation de masse*" serait possible pour empêcher la ratification du TSCG écrit-il, personnellement nous pensons le contraire, ensuite il avance que cela ne suffirait peut-être pas, en effet, on ne voit pas par quel miracle il serait possible de contraindre les députés et sénateurs centristes et de l'UMP de ne pas mêler leurs voix à celle du PS ou de voter contre, mais, car quand bien même il n'y croirait pas il veut quand même avoir raison, il affirme que cette bataille servira les luttes à venir, se moquant éperdument de la manière dont elle est conduite ou sur quelle orientation politique rejoignant ainsi LO et le NPA qui n'ont que la lutte à la bouche, mais refusent obstinément et systématiquement de lier leur combat contre les institutions de la Ve République, ce qu'on a rappelé plus haut à propos de 2005 s'appliquant également en 2012, puisque leur ligne politique est identique, elle produira les mêmes résultats quand bien même la situation aurait évolué, à moins de vouloir nous faire croire par dessus le marché que les masses pourraient adopter spontanément une orientation politique correcte et s'attaquer aux institutions, apparemment cela n'en a pas pris le chemin en Grèce alors que le prolétariat est confronté à une situation sociale autrement plus délicate ou insupportable qu'en France.

En désespoir de cause, il lui reste plus qu'à s'en remettre à la divine providence qui fait parfois bien les choses, c'est pitoyable d'en arriver-là : "*Il faudra bien qu'en France, comme dans toute l'Europe, un peu plus tôt ou un peu plus tard, soit bloquée la machine à détruire que constituent, pour tous les peuples, les institutions de l'Union européenne et le TSCG*", et comme pendant ce

temps-là les institutions nationales dans chaque pays auront la vie belle, ne sont-elles pas légitimes, vous pourrez toujours attendre la chute de l'Union européenne, une vie n'y suffira pas !

En guise d'épilogue, leur réunion du 21 août n'aura servi à rien, sinon "*proposé d'écrire une lettre aux parlementaires*, précisons à leur place, centristes et de l'UMP. Si j'étais militant du POI, je dirais que c'est à pleurer. Pour la suite attendons de lire la déclaration qu'ils doivent rendre publique aujourd'hui.